



Centre d'hébergement et de réinsertion sociale
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901

Siège social : 6 rue de Cronstadt - 75015 Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE 2019

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019



P C A Conseils

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

11, rue Laugier - 75017 PARIS - Téléphone : 01 42 27 87 70 - Télécopie : 01 42 12 96 97

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2019

Aux membres de l'Assemblée Générale,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale du 14 juin 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Urgence Jeunes, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 06 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels tels qu'ils figurent en annexe du présent rapport, faisant apparaître un total de bilan de **2 389 524 €** et un résultat excédentaire de **681 386 €** sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Urgence Jeunes

Association sans but Lucratif
6 rue de Cronstadt
75015 Paris

3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur les points suivants :

- Le paragraphe « Evènements postérieurs à la clôture » mentionne les principaux impacts liés à la crise sanitaire COVID-19.
- Les résultats des activités conventionnées ont un caractère provisoire dans l'attente des décisions des autorités de tarification,
- Le résultat des activités non conventionnées (gestion propre) est approuvé et affecté par l'Assemblée Générale de l'association sur proposition du Conseil d'Administration.

Par ailleurs je vous précise que mes contrôles ne s'étendent pas au compte administratif de votre CHRS présenté aux autorités de tarification.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes :

- Dans le cadre de mon appréciation des principes comptables suivis par l'association, j'ai été conduit à examiner les modalités définitives d'arrêté des résultats des exercices précédents suite à l'avis des autorités de tarification assurant le financement des établissements : j'ai obtenu les éléments justifiant la manière dont ont été comptabilisés l'affectation définitive des résultats conformément aux décisions des dites autorités au cours de l'exercice et la manière dont ces arrêtés modifient ou non les comptes annuels des établissements,
- Le point « Faits caractéristiques de l'exercice » mentionne les faits marquants de l'exercice,
- Le paragraphe « CREANCES » de l'annexe des comptes annuels détaille les modalités de dépréciation et de pertes irrécouvrables des créances ASE.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Urgence Jeunes

Association sans but Lucratif
6 rue de Cronstadt
75015 Paris

IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier arrêté le 06 juillet 2020 et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Urgence Jeunes

Association sans but Lucratif
6 rue de Cronstadt
75015 Paris

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 06 juillet 2020

Le Commissaire aux comptes
Société PCA Conseils
Représentée par Monsieur Patrice CASALS



BILAN ACTIF


Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2018

ACTIF	Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019			01/01/2018 au 31/12/2018
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	15 720	2 373	13 347	
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	1 402	1 402		
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels				
Autres immobilisations corporelles	81 680	27 311	54 369	
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations Financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immob. de l'activité portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	82 605		82 605	61 104
TOTAL (I)	181 408	31 086	150 322	61 104
Comptes de liaison				
TOTAL (II)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres appros				
En-cours de production (biens/services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Créances redevabl. et cptes rattach.	37 150	36 750	400	113 825
Autres	77 974		77 974	53 512
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	2 145 221		2 145 221	1 944 644
Charges constatées d'avance (3)	15 608		15 608	8 837
TOTAL (III)	2 275 953	36 750	2 239 203	2 120 818
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	2 457 361	67 836	2 389 524	2 181 922

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an (brut)

(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF


Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2018

PASSIF	Du 01/01/2019 au 31/12/2019	Du 01/01/2018 au 31/12/2018
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	34 710	
Report à nouveau	941 065	928 585
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	681 386	46 055
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise	59 383	60 517
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL (I)	1 716 544	1 035 158
Comptes de liaison		
TOTAL (II)		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	60 817	76 244
TOTAL (III)	60 817	76 244
Fonds dédiés		
Sur subventions de fonctionnement		504 460
Sur autres ressources		
TOTAL (IV)		504 460
DETTES (1)		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	254 550	302 938
Dettes fiscales et sociales	166 486	135 618
Redevables créditeurs	12 925	
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	810	
Autres dettes	33 010	84
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	144 382	127 420
TOTAL (V)	612 164	566 060
Ecarts de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	2 389 524	2 181 922

(1) Dont à plus d'un an

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

(3) Dont emprunts participatifs

612 164

566 060

COMPTE DE RÉSULTAT


Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2018

	Du 01/01/19 au 31/12/19	Du 01/01/18 au 31/12/18
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		
Ventes de marchandises		
Production vendue de biens		
Production vendue de services	709 600	1 323 247
Production vendue de travaux		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	1 193 038	1 192 830
Reprises sur provisions, amortissements et transferts de charges	68 275	115 213
Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs	504 460	
Cotisations	10	
Autres produits (hors cotisations)	2 113 824	1 060 892
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	4 589 207	3 692 181
CHARGES D'EXPLOITATION (2)		
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et de fournitures		
Variation de stocks de matières premières et de fournitures		
Achats d'autres d'approvisionnements		
Variation de stocks d'approvisionnements		
Autres achats et charges externes *	2 600 960	2 286 223
Impôts, taxes et versements assimilés	51 279	47 388
Salaires et traitements	710 742	604 947
Charges sociales	383 881	360 203
Dotations aux amortissements, dépréciations et engagements		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	9 476	134
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	5 600	6 300
Dotations aux provisions, engagements à réaliser sur ressources affectées		200 854
Subventions accordées par l'association		
Autres charges	150 582	106 291
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	3 912 521	3 612 339
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I) - (II)	676 686	79 842
Opération en commun, Bénéfice attribué ou Perte transférée (III)		
Opération en commun, Perte supportée ou Bénéfice transféré (IV)		
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	739	820
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	739	820

COMPTE DE RÉSULTAT


Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2018

	Du 01/01/19 au 31/12/19	Du 01/01/18 au 31/12/18
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)		
RÉSULTAT FINANCIER (V) - (VI)	739	820
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	4 136	24 670
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	4 136	24 670
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		59 082
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)		59 082
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII) - (VIII)	4 136	-34 412
Impôt sur les bénéfices	175	195
SOLDE INTERMÉDIAIRE	681 386	46 055
TOTAL DES PRODUITS	4 594 082	3 717 671
TOTAL DES CHARGES	3 912 696	3 671 616
EXCÉDENT OU DÉFICIT (3)	681 386	46 055
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
PRODUITS		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL PRODUITS		
CHARGES		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES		
TOTAL	681 386	46 055

* Y compris : Redevances de crédit-bail mobilier
Redevances de crédit-bail immobilier

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) Compte tenu d'un résultat exceptionnel avant impôt de

4 136

24 550

4 136

59 082

4 136

-34 412

ANNEXE

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019 dont le total est de 2 389 524.39 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un bénéfice de 681 385.92 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

L'activité ASE s'est arrêtée au 30/06/2019, ce qui a pour conséquences une reprise de l'intégralité du fonds dédié constitué et le passage en dépréciation ou en pertes irrécouvrables des créances non recouvrées à la date d'arrêt des comptes.

Le dispositif MMINA a été ouvert au 01/07/2020. Celui-ci est financé par la Ville de Paris sous la forme d'une dotation globale.

Evènements postérieurs à la clôture :

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

Les mesures exceptionnelles décidées par le gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire liée au covid-19 risquent d'avoir des conséquences importantes sur les comptes en 2020. Depuis le 15 Mars 2020, l'activité est partiellement à l'arrêt. Il n'est pas possible aujourd'hui d'en apprécier l'impact chiffré, compte tenu des incertitudes pesant sur l'ensemble des mesures de restriction en matière d'activité, ou des mesures annoncées par le gouvernement pour aider les associations.

Dans ce contexte inédit, il est probable que des effets négatifs puissent affecter la trésorerie et/ou l'activité mais à la date d'arrêt des comptes, le conseil d'administration n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été établis et présentés suivant les dispositions résultant du règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et suivant les normes particulières définies par le règlement du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) n° 99-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2018

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Logiciel	3 ans
- Mat.de bureau & informatique	3 ans
- Travaux d'aménagement	5 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières sont constituées de cautionnements versés.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Une provision pour dépréciation a été dotée pour 5 600€.

Les créances ASE de l'année 2014 non réglées au 31/12/2019 ont été comptabilisées en pertes sur créances irrécouvrables pour un montant total de 43 225€. Une reprise de provision a donc été enregistrée pour le même montant.

Les dépréciations s'élèvent à 36 750€ au 31 décembre 2019 et concernent les créances ASE non réglées pour la période de 2015 à 2019.


**Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.**

ANNEXE


Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2018

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	1 402		15 720
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. générales, agencés & aménagés construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels				
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencés & aménagés divers Matériel de transport Matériel de bureau & mobilier informatique Emballages récupérables & divers	20 208		61 472
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
		TOTAL	20 208		61 472
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		61 104		34 296
		TOTAL	61 104		34 296
		TOTAL GENERAL	82 714		111 488

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
			par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL			17 122	
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.					
	Autres immos corporelles	Inst. gal. agen. amé. divers Matériel de transport Mat. bureau, inform., mobilier Emb. récupérables & divers			61 472 20 208	
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
		TOTAL			81 680	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts & autres immob. financières			12 795	82 605	
		TOTAL		12 795	82 605	
		TOTAL GENERAL		12 795	181 408	

ANNEXE


Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2018

CADRE A	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement, dévelop.	TOTAL				
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	1 402	2 373		3 775
Terrains					
Constructions					
Sur sol propre					
Sur sol d'autrui					
Inst. générales agen. aménag.					
Inst. techniques matériel et outil. industriels					
Inst. générales agencem. amén.			7 103		7 103
Autres immobs corporelles					
Matériel de transport					
Mat. bureau et informatiq., mob.		20 208			20 208
Emballages récupérables divers					
	TOTAL	20 208	7 103		27 311
	TOTAL GENERAL	21 610	9 476		31 086

CADRE B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissements							
TOTAL							
A. Immob. incorpor.							
TOTAL							
Terrains							
Constr.							
Sur sol propre							
Sur sol autrui							
Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage							
A. Immo. corp.							
Inst. gales, ag. am div							
Matériel transport							
Mat. bureau mobilier inf.							
Emballages réc. divers							
	TOTAL						
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

CADRE C	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net a la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2018

TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogatoires				
	<i>Dont majorations exceptionnelles de 30 %</i>				
	Pour prêts d'installation				
	Autres provisions réglementées				
TOTAL					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Prov. pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Prov. pour pensions et obligations similaires	76 244		15 427	60 817
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grdes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL		76 244		15 427	60 817
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations				
	- incorporelles				
	- corporelles				
	- Titres mis en équivalence				
	- titres de participation				
Provisions pour dépréciation	- autres immobs financières				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients	74 375	5 600	43 225	36 750
	Autres provisions pour dépréciation				
	TOTAL	74 375	5 600	43 225	36 750
TOTAL GÉNÉRAL		150 619	5 600	58 652	97 567
Dont provisions pour pertes à terminaison					
Dont dotations & reprises	- d'exploitation		5 600	58 652	
	- financières				
	- exceptionnelles				

Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée

Du 01/01/2019 au 31/12/2019
COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2018

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	82 605		82 605
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	37 150	37 150	
	Autres créances clients			
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés	3 762	3 762	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	16 947	16 947	
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	coll. publiques			
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres)	57 264	57 264	
	Charges constatées d'avance	15 608	15 608	
TOTAUX		213 337	130 732	82 605
Renvois (1) (2)	Montant des			
	Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			

ANNEXE

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2018

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	15 608
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	15 608

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	7 883
Disponibilités	
TOTAL	7 883


Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.


Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2018

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

L'association gère un Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale dans le cadre du programme 177 "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables", sous le contrôle d'un tiers financeur (la DRIHL de Paris). Le résultat de l'exercice encore sous contrôle du tiers financeur figure dans les fonds associatifs. Il sera affecté après décision en N+2, en réserves, provisions ou en atténuation des résultats futurs.

Le compte "report à nouveau" est utilisé pour l'affectation, par l'organe statutairement compétent, des excédents et des déficits qui impactent les fonds propres de l'association.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Écart de réévaluations sans droit de reprise				
Fonds associatifs avec droit de reprise	60 517	33 546	34 680	59 383
Écart de réévaluations avec droit de reprise				
Réserves		34 710		34 710
Report à nouveau	928 585	18 988	6 509	941 065
Résultat comptable de l'exercice antérieur	46 055	681 386	46 055	681 386
Subventions d'investissement non renouvelables				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
TOTAUX	1 035 158	768 630	87 244	1 716 544

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2018

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

A la date de notification des subventions de fonctionnement, le produit d'exploitation est constaté pour le montant total de la subvention. A la clôture, dès lors que la subvention finance un projet débutant l'exercice suivant, un produit constaté d'avance est enregistré à hauteur du montant de la subvention.

Si le projet est rattaché au même exercice que la subvention, des fonds dédiés sont comptabilisés.

Ces "fonds dédiés" sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par les tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard. Le tableau ci-dessous donne le détail des fonds dédiés.

Ressources	Situations	Année	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
				A	(7895 ou 7897) B	(6895 ou 6897) C	D = A-B+C
ASE		2019	119 121	504 460	504 460		
TOTAL			119 121	504 460	504 460		



Le présent document a servi de support matériel à la rédaction du rapport qui précède.

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2018

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	254 550	254 550		
Personnel & comptes rattachés	56 368	56 368		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	77 905	77 905		
Etat & Impôts sur les bénéfices	1 035	1 035		
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	31 179	31 179		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés	810	810		
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	45 935	45 935		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance	144 382	144 382		
TOTAUX	612 164	612 164		

- Renvois (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice
 Emprunts remboursés en cours d'exer.
 (2) Montant divers emprunts, dett/associés



**Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.**

ANNEXE



Le présent document a servi de support matériel à la rédaction du rapport qui précède.

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2018

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	144 382
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	144 382

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	93 125
Dettes fiscales et sociales	54 000
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	810
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	147 935

Du 01/01/2019 au 31/12/2019
COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2018

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 60 816.61 Euros.

Cet engagement a été comptabilisé.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

Taux d'actualisation 1.01 %

Table de mortalité INSEE 2015-2017

Départ volontaire à 67 ans

Progression de salaire : 1%

Taux charges sociales : 51.6%

Taux de turn-over : moyen

Convention collective : FEHAP 51

Cette indemnité correspond au montant des droits qui seraient acquis par les salariés en matière d'engagement de retraite en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite.

Cette information est conforme à la loi 123-13 du Code de Commerce.

Une reprise a été constatée pour 15 427.41€.


**Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.**

Du 01/01/2019 au 31/12/2019
COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2018

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Informations requises par l'article R 123-198-9° du Code de Commerce :

Le montant total des honoraires du Commissaire aux comptes figurant au compte de résultat s'élève à 5 292 € TTC.


**Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.**

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2018

RÉMUNÉRATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif, l'association doit indiquer, dans l'annexe aux comptes annuels, le total des rémunérations et avantages versés aux trois plus hauts cadres dirigeants. L'information qui serait fournie dans le cadre de cette obligation reviendrait à donner la rémunération d'une seule personne, ce qui serait contraire aux règles de confidentialité en matière de publicité des rémunérations et avantages.

Les membres du Conseil d'Administration, dirigeants au sens de l'instruction fiscale 44-5-06 du 18 décembre 2006, exercent bénévolement leur mandat. Aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée à titre personnel.


**Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.**

VENTILATION DU RESULTAT

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2019 au 31/12/2019

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2018

Activités	Résultat Comptable	Reprise Année n-2 (1)	Résultat "Gestion"	Résultat Financeurs	Résultat Association
Chrs	32 270	0	32 270	32 174	96
Ase	534 386		534 386		534 386
Pph	14 349		14 349		14 349
Association	-5 183		-5 183		-5 183
Lycjm	2 587		2 587		2 587
Mna	102 977		102 977		102 977
TOTAL	681 386	0	681 386	32 174	649 212

(1) Reprise année n-2 des résultats des tiers financeurs

Les résultats de l'année N-2 des budgets dits "sous tutelle" sont inscrits aux comptes "resultats sous contrôle de tiers financeurs",

Les comptes principaux de Report à nouveau (110000 et 119000) enregistrant les résultats dégagés sur la gestion propre de l'Association.


Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.